

Africa Forward

L'Afrique veut changer les règles



Nairobi, le sommet symptôme

Africa Forward 2026 s'est tenu à Nairobi les 11 et 12 mai, coorganisé par le Kenya et la France. Présenté comme un rendez-vous de l'innovation, de la croissance et des partenariats Afrique-France, il ne peut pourtant pas être lu comme une simple séquence économique. Il intervient au moment où la présence française recule dans plusieurs pays africains, où les opinions publiques contestent l'ancien modèle d'influence, et où de nouveaux partenaires avancent leurs offres.

Le choix de Nairobi est déjà un message. Capitale anglophone, est africaine, technologique, éloignée du vieux périmètre francophone, elle oblige Paris à parler depuis un autre centre de gravité. Africa Forward n'est donc pas le sujet. Il est le symptôme d'une question plus large : les États africains veulent-ils seulement changer d'interlocuteur, ou changer les règles mêmes de la relation ?

Le partenariat demande des preuves

Le mot partenariat rassure. Il remplace le vocabulaire de l'aide, de la coopération verticale et de la tutelle par celui de l'égalité. Mais un partenariat ne se mesure pas à la qualité des formules. Il se mesure à des questions simples : qui fixe les priorités, qui finance, qui prend les risques, qui possède les infrastructures, qui contrôle les données, qui arbitre les litiges, qui capte la valeur finale ?

Les 23 milliards d'euros d'investissements annoncés par le président Emmanuel Macron pour le continent africain donnent au sommet une portée économique. Mais un volume d'investissement ne dit pas à lui seul si la relation devient symétrique. Il peut soutenir une

capacité productive locale, ou prolonger une dépendance par les contrats, les concessions, les chaînes de valeur et les arbitrages. Un partenariat n'est égalitaire que si les règles le sont¹.

Panafricanisme : projet ou décor

Le panafricanisme n'est pas né comme une formule diplomatique. Il s'est construit autour de l'unité des peuples d'ascendance africaine face à l'injustice raciale, aux inégalités et au colonialisme. L'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), fondée en 1963, portait déjà cette ambition : défendre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance des États africains².

Mais ce mot est aujourd'hui disputé. Il existe un panafricanisme de projet, qui cherche à organiser la souveraineté. Il existe un panafricanisme institutionnel, porté par l'Union africaine, la ZLECAf (Zone de Libre-échange Continentale Africaine) et les mécanismes régionaux. Il existe aussi un panafricanisme de façade, parfois mobilisé par des régimes fermés pour remplacer la réforme interne par le discours anti-impérialiste. Le panafricanisme peut libérer lorsqu'il organise. Il peut tromper lorsqu'il transforme le rejet en slogan.

De la Françafrique à la recomposition

La phase actuelle ne se comprend qu'en distinguant trois moments. Le colonialisme fut la domination directe. Le néocolonialisme, tel que l'a théorisé Kwame Nkrumah, désigne les indépendances piégées dont les leviers réels restent orientés de l'extérieur³. La Françafrique, souvent annoncée comme révolue, demeure pourtant une matrice d'analyse utile pour comprendre certains prolongements français : réseaux politiques, bases militaires, contrats stratégiques, franc CFA, élites croisées, diplomatie parallèle⁴.

Tout n'est pas resté immobile. Les sociétés africaines ont changé, les opinions publiques se sont durcies, et plusieurs instruments visibles reculent. La France tente elle aussi de se réinventer dans cette relation comme elle l'a déjà effectué à plusieurs reprises notamment à la veille des indépendances ou pour adoucir les angles d'un néocolonialisme trop marqué⁵. Mais la dépendance peut se déplacer. Quand la base militaire disparaît, la tutelle ne disparaît pas nécessairement. Elle persiste par la dette, les concessions minières, les infrastructures, la technologie, la formation des élites, les normes juridiques ou les récits.

Plusieurs trajectoires africaines

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger incarnent la rupture frontale : départ ou réduction de la présence militaire française, montée d'un discours souverainiste, rapprochement avec la Russie et inscription dans l'Alliance des États du Sahel (AES). Cette rupture est lisible et mobilisatrice,

¹ <https://www.elysee.fr/en/emmanuel-macron/africa-forward-summit-in-kenya>

² <https://oau60.au.int/en/pan-africanist-movement-and-road-liberation>

³ <https://www.marxists.org/subject/africa/nkrumah/neo-colonialism/introduction.htm>

⁴ <https://www.seuil.com/ouvrage/l-empire-qui-ne-veut-pas-mourir-collectif/9782021464160>

⁵ <https://www.seuil.com/ouvrage/l-empire-qui-ne-veut-pas-mourir-collectif/9782021464160>

Madagascar, le signal faible des intermédiaires

À Nairobi, Madagascar n'a pas envoyé un message de rupture. Il a envoyé un signal plus discret : celui d'une diplomatie où l'État de transition, les grands groupes privés, les bailleurs, les banques et les fonds d'investissement se retrouvent dans un même espace de négociation. Ce n'est pas un complot. C'est une configuration.

La délégation malgache était conduite par le colonel Michaël Randrianirina, chef de l'État de transition. Autour de cette présence institutionnelle figuraient aussi plusieurs représentants du secteur privé malgache. Parmi les présences confirmées publiquement : le groupe Redland, conduit par Ylias Akbaraly, ainsi qu'AXIAN Group, représenté par Hassanein Hiridjee au Business Forum, et ses filiales Yas et AXIAN Energy, engagées à Nairobi dans un partenariat stratégique avec Proparco. Cette présence privée n'est pas illégitime : les grands groupes se déplacent naturellement là où se discutent capitaux, marchés et contrats. Mais elle devient politiquement significative dans un pays où l'État reste fragile, où les secteurs stratégiques sont concentrés et où l'accès aux lieux de négociation demeure réservé à quelques réseaux économiques très structurés. Certaines de ces présences renvoient à des réseaux privés issus de la communauté indo-pakistanaise malgache, souvent désignée comme karana. Le sujet n'est pas l'origine des acteurs. Il est la concentration de la représentation économique : qui parle au nom du pays, qui négocie la valeur, et qui reste absent de la table ?

C'est cela que l'on peut nommer la diplomatie des intermédiaires. L'État ne disparaît pas. Il se laisse parfois entourer, conseiller, prolonger ou précéder par des acteurs mieux connectés que lui aux banques, aux chancelleries et aux fonds¹¹.

Le calendrier renforce ce signal. Madagascar a levé un moratoire de seize ans sur l'octroi de nouveaux permis miniers, hors or. Le pays dispose notamment de nickel, cobalt, graphite et ilménite. Dans un pays pauvre mais richement convoité, la question n'est plus seulement : qui investit ? Elle devient : qui négocie, qui capte, qui représente, et au nom de qui¹² ?

Le point de bascule

Nous ne sommes plus dans la Françafrique classique. Nous ne sommes pas encore dans une souveraineté africaine consolidée. Nous sommes dans une recomposition post-Françafrique. La France recule comme évidence militaire, mais elle revient par l'investissement et la narration. La Chine avance par les infrastructures et les minerais. La Russie avance par la sécurité et le récit anti-occidental. La Turquie, l'Inde, le Golfe, l'Europe et les États-Unis occupent des espaces nouveaux.

Cette pluralisation donne des marges. Elle ne donne pas automatiquement une souveraineté. Avoir plusieurs créanciers n'est pas l'indépendance financière. Avoir plusieurs fournisseurs d'armes n'est pas l'autonomie stratégique. Avoir plusieurs investisseurs n'est pas la maîtrise productive.

¹¹ <https://www.facebook.com/lexpress.mg/photos/%C3%A0-nairobi-le-sommet-africa-forward-a-marqu%C3%A9-la-premi%C3%A8re-participation-du-colonel/1911048703184011/>

¹² <https://www.reuters.com/world/africa/madagascar-lifts-16-year-ban-new-mining-permits-excludes-gold-2026-01-30/>



Le vrai basculement ne se joue donc plus seulement dans la capacité à dire non aux anciennes tutelles. Il se joue dans la capacité à construire les règles du oui : qui finance, qui produit, qui transforme, qui forme, qui contrôle, qui arbitre et qui raconte.

Du non à l'ingénierie souveraine

Le panafricanisme contemporain ne peut plus être seulement une mémoire ou une colère. Il doit devenir une ingénierie : énergétique, alimentaire, industrielle, numérique, financière, juridique et narrative.

Cette ingénierie suppose des chaînes de valeur locale, des contrats publiquement contrôlables, des institutions judiciaires crédibles, une intégration régionale concrète, des diasporas organisées et des élites capables de penser l'intérêt national au-delà des rentes immédiates. Africa Forward n'aura de portée historique que si les acteurs africains s'en servent comme levier, non comme décor.

L'Afrique a appris à contester les tutelles. Le défi qui s'ouvre maintenant est évidemment plus difficile : construire des systèmes qui les rendent inutiles.

Sources et traçabilité

Sources primaires consultées : site officiel Africa Forward 2026, Élysée, Union africaine, Charte de l'Organisation de l'unité africaine, DG Trésor, ministère turc des Affaires étrangères, EITI.

Sources secondaires recoupées : Reuters, AP, L'Express de Madagascar, Le Monde, Banque africaine de développement, Banque mondiale, analyses spécialisées sur les minerais critiques, les recompositions d'influence et les nouvelles stratégies de présence étrangère en Afrique.

Lecture Diapason mobilisée : L'Iceberg inversé, Le paradoxe des millionnaires, Le syndrome de Stockholm malgache, La quadrature du cercle, Cartographie économique des communautés.

Transcription RTL sur l'écart Afrique anglophone / Afrique francophone, utilisée comme contrepoint médiatique à vérifier et non comme source statistique principale.

Sources d'ouvrages consultés :

François Mitterrand, le dernier empereur - *De la décolonisation à la Françafrique*, sous la direction de Pascal Blanchard et Nicolas Bancel

L'Empire qui ne veut pas mourir - *Une histoire de la Françafrique*, sous la direction de Thomas Borrel, Amzat Boukari-Yabara, Benoît Collombat, Thomas Deltombe

Rédaction - Diapason